

Déclaration de IndustriALL Global Union et de industriAll European Trade Union sur la COP26

Il faut agir maintenant ! La transition juste doit devenir une réalité aujourd'hui !

A l'occasion de la 26^{ème} conférence des parties des Nations-Unies sur le changement climatique (CCNUCC) qui aura lieu du 1^{er} au 12 novembre 2021, à Glasgow, IndustriALL Global Union et industriAll European Trade Union, qui représentent ensemble plus de 50 millions de travailleurs dans l'industrie et les secteurs de l'énergie et des mines, exhortent les gouvernements à **enfin agir et à faire de la transition juste une réalité pour tous, et pour toutes les générations !**

Depuis de nombreuses années, le mouvement syndical international défend la nécessité de garantir une transition juste qui soit à la hauteur d'objectifs climatiques revus à la hausse. Nous ne pouvons pas ignorer combien il est urgent d'intensifier nos efforts pour parvenir à la neutralité climatique dès que possible. **Le changement climatique n'épargne personne**, les récentes catastrophes climatiques observées partout dans le monde l'ont bien montré. Mais il n'est pas acceptable que les travailleurs et les plus démunis soient les premiers à en payer le prix. Les mesures prises pour atténuer le changement climatique et s'y adapter ne nous affecteront pas tous de la même manière. Les travailleurs, partout sur la planète, sont au cœur de la transition et ils seront, par leur travail quotidien, les acteurs de la mise en œuvre pratique de l'ambition climatique.

Nous avons plaidé pour que la notion de transition juste fasse partie intégrante de l'Accord de Paris sur le climat adopté en 2015 et pour que l'OIT développe des lignes directrices sur sa mise en œuvre pratique. Les principes directeurs de l'OIT insistent sur la nécessité d'un dialogue tripartite, incluant les gouvernements, les employeurs et les syndicats, dans chacun des neuf domaines politiques définis dans le cadre pour une transition juste¹. En 2018, lors de la COP24, 56 parties ont adopté la déclaration de Silésie sur la solidarité et une transition juste. Cette déclaration souligne qu'une « transition juste pour les travailleurs et la création d'emplois décents et de qualité sont cruciales pour garantir une transition efficace et inclusive vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre et un développement climatiquement résilient. » Toutes les parties prenantes ont été invitées à mettre en œuvre la déclaration de Silésie.

Malgré des progrès significatifs, la transition juste reste dans de nombreux endroits de belles paroles en l'air. Les déclarations de bonnes intentions doivent être suivies de mesures concrètes. Notamment lors de la crise de la COVID-19 et dans ses prolongements, des emplois ont été perdus, le dialogue social bafoué et les travailleurs plongés dans des conditions précaires. En conséquence, IndustriALL Global Union et industriAll European Trade Union appellent les gouvernements à passer sans plus attendre de la théorie à une mise en œuvre concrète de la transition juste, avec des mesures et des ressources sur le terrain. Pour ce faire, des plans en faveur d'une transition juste dans chaque pays doivent être systématiquement inclus dans le processus de rapports de la CCNUCC.

Si historiquement les régions industrialisées au Nord du globe ont largement contribué au réchauffement climatique, la crise climatique requiert désormais des mesures fortes de la part de tous les pays de la planète. Il faut dès lors définir des objectifs climatiques équitables sur la base de responsabilités communes mais différenciées, l'action climatique devant être accompagnée financièrement dans les pays les moins développés. En outre, les entreprises multinationales doivent

¹ OIT, 2015, p.4, [Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous](#)

accomplir la transition nécessaire dans leurs chaînes d’approvisionnement et y garantir une transition juste pour les travailleurs.

La transition est en marche ! L’industrie et le développement économique au plan mondial subissent des changements rapides qui ne sont pas seulement dus à la nécessité d’agir contre le changement climatique. La mondialisation continue de modifier les chaînes de valeur alors que l’adoption rapide de technologies de rupture, telles que la numérisation avancée, l’intelligence artificielle, l’impression 3 D et d’autres technologies de pointe mettent au défi les pays développés mais aussi les pays en développement de concevoir et de mettre en œuvre des politiques industrielles durables et d’anticiper la transition des marchés du travail. La création et la croissance des technologies vertes et bas carbone ainsi que l’économie circulaire représentent une porte de sortie à la crise climatique. Mais les emplois verts ne seront pas automatiquement des emplois décents ou de qualité comme nos membres l’ont déjà observé. La transition sera juste uniquement si les nouveaux emplois sont des emplois de qualité respectant les normes fondamentales du travail et tout particulièrement la liberté d’association et le droit à des négociations collectives. Cela requiert un dialogue social fort avec la pleine participation des syndicats dans l’anticipation et la gestion de la transition. De plus, les négociations collectives doivent apporter des résultats concrets et de qualité pour tous les travailleurs.

En outre, de nombreuses grandes économies ont annoncé qu’elles intensifiaient leur ambition climatique en définissant des objectifs de neutralité climatique à long terme qui pourraient accélérer la vitesse de la transition et de la rupture dans les secteurs qui emploient nos travailleurs.

La pandémie de COVID-19 donne encore plus de poids à nos appels collectifs. **Agissons maintenant pour garantir un avenir équitable pour les travailleurs d’aujourd’hui et leurs enfants !** La COVID-19 a donné un coup d’accélérateur aux changements structurels partout dans le monde. Elle a aussi menacé les moyens de subsistance de millions de travailleurs autour du globe. Force est de constater que la crise actuelle est la cause de restructurations massives dans nos secteurs et nos entreprises, de fermetures d’usines et de licenciements. Nous observons aussi un écart toujours plus grand entre le Nord et le Sud de la planète dans les réponses à la pandémie, dans les mesures de protection des travailleurs et dans les plans de relance économique. Alors que les travailleurs de première ligne ont été très souvent exposés à des risques pour leur santé, cette crise mondiale a catapulté des millions de travailleurs dans la pauvreté et la détresse.

L’année dernière, de nombreux pays, en particulier ceux du Nord, ont développé des plans de relance qui abordent la crise comme une opportunité d’initier une relance verte et bas carbone et de reconstruire en mieux. Nous voulons que ces plans de relance contribuent à une reprise mondiale, à une reconstruction en mieux pour tous, y compris les travailleurs partout dans le monde.

C’est dans ce contexte que IndustriALL Global Union et industriAll Europe réaffirment leur appel conjoint aux gouvernements et parties de la 26^{ème} conférence des Nations-Unies sur le climat et réclament une transition juste qui considère les travailleurs de l’industrie comme faisant partie de la solution et qui engage les acteurs dans une transition vers un futur durable pour tous !

Nous réitérons les éléments sur lesquels les parties prenantes doivent enfin s’engager :

1. **Des engagements clairs en faveur d’une relance et de politiques industrielles durables au niveau mondial** sont nécessaires. Des plans et des stratégies doivent être mis en place aux niveaux national et régional et cibler des investissements dans la transformation des secteurs industriels vers la neutralité climatique ainsi que dans la création d’emplois de qualité dans les secteurs industriels émergents davantage tournés vers le respect de l’environnement et du climat, tout en garantissant des emplois décents et des lieux de travail inclusifs. Des fonds et

des facilités appropriés pour la recherche, le développement et l'innovation doivent être débloqués pour les secteurs et chaînes d'approvisionnement ciblés et aider au développement de technologies de rupture essentielles pour la décarbonation, la création d'emplois et le développement social. Cela requerra un engagement à investir tant de la part des sphères privées et que des sphères publiques. En période de crise économique mondiale et d'efforts collectifs en faveur de la reprise, il est crucial que les plans de relance soient conformes aux engagements de l'accord de Paris, axés sur une relance et une économie durables et un futur équitable pour tous.

De plus, une politique industrielle solide doit tenir compte des disparités régionales dans la dépendance au carbone et dans les besoins sociaux tout en encourageant l'efficacité énergétique et en empêchant la fuite du carbone. Le développement durable et la création d'emplois décents doivent avoir lieu avant tout dans les régions qui sont les plus impactées par la transition bas-carbone et qui font face à d'énormes pertes d'emplois. Aucun travailleur ni aucune région ne doivent être laissés pour compte. Encourager et aider au développement de telles politiques doit donc être une priorité.

2. **Le spectre complet des programmes sociaux et des protections sociales doit être renforcé.** Cela inclut la santé et le bien-être, les assurances chômage, les retraites et surtout l'éducation, la formation ainsi que les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie. Si les travailleurs doivent s'adapter à une industrie mondiale remodelée, les opportunités d'acquérir des connaissances, compétences et qualifications transférables doivent être accessibles librement et disponibles en quantité. De plus, pour développer une protection sociale pour les travailleurs impactés, il faut d'abord que la protection sociale générale repose sur un socle solide. La COP26 doit être très claire sur le fait que la gestion de la crise climatique ne peut pas servir de prétexte à des mesures de réduction des coûts et d'austérité au moment même où la protection sociale sera plus que jamais nécessaire.
3. **Des programmes créatifs et audacieux d'ajustement pour les travailleurs sont nécessaires pour créer un avenir industriel durable.** Alors que les programmes traditionnels d'ajustement pour les travailleurs sont verticaux et se sont rarement avérés efficaces, une transition juste face à une transformation industrielle potentiellement massive nécessite une nouvelle approche d'un tel ajustement – un ajustement adapté aux besoins et souhaits des personnes touchées par les changements rapides que nous anticipons dans l'économie. Il n'y aura pas d'approche unique. Même si notre premier choix sera de rendre les emplois existants plus respectueux de l'environnement et du climat, et de préserver les moyens de subsistance des travailleurs dans ces secteurs, il est clair que la transition affecte différemment les secteurs et les emplois. Les enjeux et les opportunités seront différents pour les travailleurs dans les secteurs de l'extraction minière, de l'énergie, de l'acier, de l'aluminium, de l'aérospatial, de l'automobile ou de la chimie, par exemple. Dans nos efforts collectifs de décarbonation, nous serons témoins de la transition des emplois dans une majorité de secteurs ainsi que de la création de nouveaux emplois, mais nous verrons également des emplois disparaître. La paix sociale passe par un accompagnement des travailleurs dont les emplois pourraient être impactés. Les jeunes travailleurs pourraient apprécier la possibilité d'accéder à des formations de qualité, alors que des emplois passerelles décents vers une retraite anticipée pourraient mieux convenir aux travailleurs seniors. Les travailleurs à mi-parcours professionnel pourraient eux avoir besoin d'autres types de soutien, comme des programmes de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie, qui permettent une transition vers des nouveaux emplois dans des industries durables et plus respectueuses de l'environnement. Les familles,

les communautés et les institutions qui dépendent des industries d'aujourd'hui auront besoin d'un soutien spécifique. La COP26 doit rassurer les travailleurs d'aujourd'hui et de demain quant à leur avenir.

4. **La voie doit être celle de la croissance écologique– et les emplois en découlant doivent devenir des emplois de qualité et décents !** Alors qu'il est communément admis que la nouvelle croissance doit être une croissance écologique, et que cette croissance nécessite des technologies vertes et des stratégies industrielles adaptées, nous, en tant qu'organisations syndicales, demandons que cette croissance devienne également une croissance des emplois respectueux de l'environnement et du climat et des normes du travail de qualité. Les travailleurs qui effectuent un travail utile et durable (dans la production et les services) doivent être traités avec respect et ne pas être poussés dans des conditions de travail précaires. L'industrie du futur doit être une industrie pour les gens. De bonnes conditions de travail sont un besoin de base pour chaque travailleur, notamment dans les nouvelles technologies et industries écologiques. Cela signifie un nouveau pacte pour tous les travailleurs, qui tire les travailleurs de la pauvreté et de l'insécurité avec un renforcement de la syndicalisation et des négociations sectorielles, avec de nouveaux droits pour les travailleurs, une semaine de travail plus courte, des salaires revalorisés et de meilleures conditions de travail.

5. **Les travailleurs sont les vrais acteurs de la transition et doivent être reconnus comme ayant voix au chapitre !** Dans ce contexte d'environnement de travail en évolution, de nouveaux risques pour la santé et sécurité et de besoins sur les marchés du travail en évolution, nous appelons les gouvernements, l'industrie et les entreprises à vraiment impliquer les syndicats dans des mécanismes de dialogue social efficaces. Les travailleurs ne doivent pas être les destinataires de politiques verticales qui déterminent l'avenir de leurs lieux de travail, mais des cocréateurs actifs de voies durables pour la transition, ce qui suppose qu'ils soient pleinement reconnus comme une des parties prenantes constituantes de l'entreprise et dans la gestion de la crise climatique, et donc qu'ils soient pleinement associés à la gouvernance du processus de transition. Ce n'est par l'application efficace des normes du travail fondamentales, y compris la liberté de s'organiser et le droit aux négociations collectives, que nous pourrions obtenir des emplois de qualité, des régimes de santé et sécurité solides, une égalité pour tous les groupes de travailleurs et. Nous rappelons aux parties prenantes que les droits des travailleurs sont des droits humains. Ce n'est qu'à travers des engagements clairs des parties et une mise en œuvre efficace que les parties prenantes pourront mettre en place une transition juste.

Cette déclaration présente de manière très claire nos attentes envers la 26^{ème} conférence des Nations-Unies sur le climat. Alors que la pandémie hante la planète, affaiblit nos économies et augmente les inégalités et la pauvreté dans le monde, nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas respecter nos engagements climatiques, nous devons construire un avenir équitable, résilient et durable pour tous en reconnaissant pleinement les droits des travailleurs.

Les travailleurs de l'industrie et les syndicats qui les représentent sont prêts à relever ce défi.